

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19523 - 76ÈME ANNÉE

Plusieurs morts, près de 700 cas, affrontements nocturnes et magasins pillés en plein confinement

Coronavirus à Mayotte : le néocolonialisme français en pleine crise



Nuit d'émeutes à Mayotte (Image Mayotte Première)

Avec près de 700 cas, Mayotte est l'île de notre région la plus atteinte par le coronavirus, c'est le record de contaminations au COVID-19 dans l'océan Indien. Face à cela, la France n'arrive pas à faire respecter le confinement. Des rassemblements se tiennent au mépris des recommandations destinées à protéger la population, et sont un moyen de détourner l'attention pour procéder ailleurs à des pillages en règle de magasins. Ce n'est pas Mayotte qui est en crise, c'est le néocolonialisme français, responsable de cette situation pour ne pas avoir respecté la volonté des Comoriens d'accéder à l'indépendance en 1975.

Ce qui se passe à Mayotte sort de l'ordinaire. En effet, alors que

l'épidémie de coronavirus est devenue extrêmement inquiétante avec déjà plusieurs morts et près de 700 cas confirmés, les autorités françaises n'arrivent pas à faire respecter le confinement.

Ainsi, des habitants de Mayotte participent la nuit à des moringue pouvant rassembler plus d'une centaine de personnes. Ces scènes donnent ensuite lieu à des affrontements violents avec police et gendarmerie. Pendant ce temps, des voleurs en profitent pour piller des magasins de manière très organisée. Mayotte Première revient ainsi sur ce qu'il s'est passé dans cette île administrée par la France dans la nuit de samedi à dimanche :

« Les scènes les plus virulentes se sont déroulées à Tsoundzou. Sur place, les forces de l'ordre

ont été mobilisées de 21H samedi soir à 3H30 du matin ce dimanche. Le bilan de la nuit énumérée par le lieutenant colon Fihma en dit long sur le scénario à Tsoundzou. 48 gendarmes mobiles déployés. Plus de 300 tirs de grenades Lacrymogènes. 11 tirs de LBD. Des grenades de désencerclements utilisées. L'appui de deux véhicules blindés de la gendarmerie.

Au milieu de ces barrages, on retrouve les deux cents personnes qui affrontent les forces de l'ordre. On trouve également le somaco du village.

Ouvert à coup de masses, il va être littéralement pillé. Selon des témoignages recueillis sur place, un camion est venu récupérer la marchandise volée. Les propriétaires estiment les pertes à 50 000 euros. Le magasin devrait définitivement fermer ses portes.

« C'est le même mode opératoire qu'à Kawéni » nous explique un élu de la ville de Mamoudzou. « L'impression que tout est prémédité » ajoute-t-il. « L'objectif principal est de piller les magasins en organisant des mrengués pour attirer les forces de l'ordre. Une fois arrivées sur place, elles sont caillassées pour faire diversion et permettre un autre groupe de s'attaquer aux commerces ». »

Pas d'égalité sociale avec la France ou La Réunion

Ces pillages ne datent pas de l'épidémie de coronavirus. Ils s'inscrivent dans une dégradation inexorable de la situation en raison de la politique de la France dans l'archipel des Comores. En imposant le maintien de son administration à Mayotte, Paris a trompé une population. Les habitants de Mayotte croyaient qu'ils allaient être traités comme des Français à part entière. Mais force est de constater que c'est encore loin d'être le cas. La France a ainsi transformé Mayotte en département en 2011. Mais dans ce « département », les habitants n'ont pas les mêmes droits que dans n'importe quel autre département, y compris La Réunion. La France refuse donc toujours l'égalité sociale.

En 45 ans, la France n'a pas été capable de construire plus qu'un hôpital aux normes européennes pour une population d'au moins 250.000 habitants. Ce sous-équipement impose un confinement strict pour éviter d'être rapidement débordé par la vague épidémique. Or, cette vague est en train de se former. Mayotte compte ainsi près de 700 cas de coronavirus. C'est le record de l'océan Indien, à comparer aux quelques cas confirmés aux Comores, aux 150 à Madagascar, à la dizaine aux Seychelles, aux 428 à La Réunion et aux moins de 400 à Maurice.

Autrement dit, les deux collectivités les plus touchées dans notre région sont sous administration française. Mais à Mayotte, la situation semble de plus en plus échapper à Paris alors qu'elle est bien sous contrôle à La Réunion.

Bilan dramatique de 45 ans d'administration française

Dans un avis publié le 8 avril, le Conseil scientifique jugeait la situation de Mayotte très préoccupante.

« La situation à Mayotte est particulièrement préoccupante : plus de 80 % de la population vit sous le seuil de pauvreté, 30 % des habitations n'ont pas l'eau courante et l'offre de soins est limitée. Cependant, 50 % des habitants ont moins de 18 ans et seulement 4 % plus de 70 ans ; à tempérer par le fait que diabète et obésité, facteurs de risque de formes graves de Covid-19, touchent une partie importante de la population. Il faut anticiper que le système de santé, du fait de l'hyperconcentration de son service et de la méfiance d'une partie importante de la population envers l'administration, sera totalement dépassé lorsque les quartiers pauvres de Mamoudzou, comme le bidonville de Kaweni, seront touchés. A Mayotte, de nombreuses personnes vivant à la rue ou dans des habitats précaires n'ont pas d'accès à l'eau. La gratuité d'accès à l'eau est indispensable dans le cadre du confinement. Jusqu'à présent, les personnes les plus vulnérables rechargeaient leurs bidons avec des cartes magnétiques, mais le confinement ainsi la perte de revenus qu'il a entraînée en raison de la fermeture de commerces le plus souvent informels les empêchent aujourd'hui de recharger cette carte et d'avoir accès à l'eau. Un circuit d'aide alimentaire performant doit aussi être établi durant la période de confinement évitant ainsi les longs déplacements de personnes pour rejoindre les commerces les plus proches, mais aussi pour permettre aux plus précaires de se nourrir. Et de recommander « Pour Mayotte spécifiquement, (...) l'installation d'une structure extrahospitalière médicalisée pour l'isolement des malades non graves du Covid-19. » Ainsi, en 45 ans d'administration française de Mayotte, le résultat est une population à 80 % sous le

seuil de pauvreté, et près d'un habitant sur trois qui n'a pas accès à l'eau courante et qui doit avoir suffisamment d'argent pour payer l'eau d'avance à la fontaine. C'est bien loin de la promesse d'aisance matérielle et financière que devait signifier le maintien de Mayotte sous la direction de Paris.

La France encore crédible à Mayotte ?

Ce taux de pauvreté record est la conséquence d'une politique qui n'a pas pour but le développement de Mayotte. Il est en effet facile d'être convaincu que si la volonté politique d'un des pays les plus riches du monde était de développer Mayotte, sa population ne serait pas condamnée à vivre en grande partie dans des conditions indignes. Le RSA n'est même pas aligné sur le montant perçu à La Réunion. Comment croire encore Paris ?

Sur la base de la promesse d'égalité avec les Français qui n'est pas tenue, alors il est clair que la défiance s'est installée avec par conséquent la règle du chacun pour soi qui finit par s'imposer.

En effet, malgré la gravité de la situation sanitaire à Mayotte, de nombreux habitants de l'île persistent à ne pas tenir compte des recommandations des autorités. Ce n'est pas seulement la conséquence de la grande pauvreté, c'est aussi parce que la France n'est plus crédible aux yeux de cette part importante de la population.

Cette crise du néocolonialisme français a de graves conséquences à Mayotte, notamment le maintien d'un climat d'insécurité qui n'existe pas ailleurs dans notre région. Plus que jamais, une autre politique est nécessaire.

M.M.

L'insécurité sanitaire dans des avions doit pousser au maintien de la quarantaine obligatoire

Selon une information de France Télévision, un vol de rapatriement en provenance de La Réunion à destination de la France ne s'est pas déroulé comme annoncé aux personnes qui ont embarqué à La Réunion. France Télévision relate l'expérience d'un couple de retraités :

« Françoise et Joël obtiennent tant bien que mal des places pour un vol Air France, AF 0671 le jeudi 23 avril. Au moment de l'enregistrement, Françoise s'interroge sur le nombre de personnes dans l'avion. "Vous serez 138" lui répond l'hôtesse. Les Deux-Séviens âgés de 62 et 69 ans sont rassurés, les distances de sécurité seront respectées. Tous deux souffrent de divers maux : hypertension, problèmes cardiaques, pas question de se retrouver collés les uns aux autres.

Mais cette sérénité est vite gâchée. Dans la salle d'embarquement, un message les informe que les mesures de sécurité avec une distance d'un mètre, ne pourront finalement pas être tenues, car le vol fait escale à Madagascar pour récupérer des ressortissants français.

les 446 passagers, soit 308 personnes de plus ! En quelques minutes, tous les sièges sont occupés, adieu les distances.

Le personnel de bord distribue alors un masque à ceux qui n'en ont pas. Une mesure menée par Air France après la médiatisation de liaisons bondées entre Marseille et Paris ou Nice-Paris.

Françoise et Joël en ont chacun un, qu'ils ont amené, un seul et unique, qu'ils utilisent tout le temps. Le personnel à bord refuse de leur en donner un autre. Pendant les 11 heures de vol, l'équipage invite fortement les passagers à rester à leur place et ne pas bouger. "Je n'ai jamais fait un vol aussi stressant " souffle la voyageuse, qui a fait une petite vidéo à l'intérieur »

6 jours plus tard, un vol Air France avec à son bord 472 passagers a décollé le 29 avril de Pointe-à-Pitre direction Paris. « Aucun contrôle d'attestation n'a été effectué à l'aéroport Pôle Caraïbes sur les motifs de déplacement de ces passagers. Pendant le vol, aucune mesure de "distanciation" n'a été prise », affirme Guadeloupe Première qui évoque le témoignage d'une passagère :

« L'accueil à bord est celui d'un vol ordinaire. Aucun siège libre entre les passagers. Aucune mesure de "distanciation" appliquée par le personnel et les passagers. L'épidémie de Covid-19 n'existe pas, ce n'était qu'un mauvais rêve ! Si la plupart des passagers portent un masque, rien n'est proposé à ceux qui n'en n'ont pas, par le personnel de cabine. Ni masque, ni gel hydro-alcoolique. Bref aucune mesure particulière de sécurité n'a été proposée aux voyageurs, ce qui, selon la direction d'Air France, n'est pas la règle. Pendant le vol, un repas a été servi, et là évidemment, on enlève son masque, tant pis si le voisin envoie quelques gouttelettes au passage... Pour les boissons en cours de vol, les passagers se déplacent... en toute liberté ».

Air France a réagi au sujet de cette dernière affaire, indiquant que des masques sont distribués aux passagers qui n'en ont pas.

Toute cette polémique rappelle le danger d'un accès à La Réunion sans quarantaine préalable pour toute personne venant de France. Par conséquent, cette mesure de santé publique doit être maintenue sans la moindre exception.

446 passagers au lieu de 138

472 passagers et pas de masque pour tous ?

L'avion se remplit pour atteindre

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71^e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Otè

Bann planèr ! Bann planète !

Yèr matin, lindi, moin la parti la farmasi pou gingn inn-dé médikaman pars mon zo i fé mal in pé. Moin la anprofite pou d'mann lo farmasien si li l'avé mask pou vann. Farmasien-la la pète a rir. L'èrla moin la domann ali kosa mon domand l'avé l'èr bizar-étranj. La fé rir ali ankor plis.

Poitan l'avé poin arien pou étoné dann mon késtyon. Lé normal rode in produi ou i pé an avoir bézoin in somenn avan, pars dann in somenn sé lindi 11 moi d'mé é an prinsip i dékonfine. Donk ala in produi mi pé an avoir bézoin dizon si mi rant dann kar, dizon ankor pou ète poli par rapor in n'ot moun mi pé trouvé si li port in mask. Final dekont farmasien la di amoin li kont an avoir pou la finisyon la somenn. Moin la pa rode ki k'i pèrd ki k'i gingn é moin la dévir mon talon.

Mé dann mon do, moin la antann lo moun apré di avèk inpèrsone i travaye dann son farmasi : « I sar fé lo mèm zafèr avèk lo bann tèst : sa osi na poin lo nonm k'i fo ». Konfyans lé mor dsou pyé tamarin, sansa konfyans la tyé son mètr konm i di dann nout kréol rényoné.

Mé zami, kan moin téi travaye dann in gran lorganism sosyal, moin té i antann souvan mon bann dalon apré krétik lo bann gran dirijan é téi kriye azot bann planèr, bann planète pars zot lété in pé loin par raport lo térin. Mé dann sète afèr téi pé la plipar d'tan ratrap lo kou. Mé zordi nou lé dann in n'afèr grav i konsèrn plis soisant milyonn moun é si i loup. Si i loup ?

Ni pé dir sé in katastrof mé si so katastrof-la i rant dann in éstratézi pou par égzanp fé gingn larzan bann laboratoir-mi diré pa si sé in késtyon transform in pé la piramid dé zaz pars lintansyon sré kriminel é i pé pa akiz bann dirijan koma, san prèv. Ankor ké moin la antann bann tête do zèf apré parl-mé sa té l'imour sa - rétabli lékilib la démografi.

Pou zordi m'a kontant amoin dir solman bann gran dirijan i plane : in bann planèr, in bann planète ziska prèv lo kontrèr.

Justin